

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
LE 29 SEPTEMBRE 1977

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



REFERENCE

NOTES POUR UN DISCOURS
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
L'HONORABLE DON JAMIESON,
À L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE
DU COMMONWEALTH,
OTTAWA, LE 29 SEPTEMBRE 1977

"LE COMMONWEALTH ET LA
SÉCURITÉ MONDIALE"

C'est un privilège pour moi de prendre la parole devant un groupe aussi distingué de parlementaires, d'autant plus que l'atmosphère est beaucoup plus calme que celle qui règne souvent lors des débats. Je dois quand même me garder de tomber dans les travers d'un député du XVIII^e siècle, un certain Jenyns, dont on a dit que l'éloquence pouvait réussir à vider une Chambre remplie à craquer en moins d'une heure.

Vous êtes doublement bienvenus ici: d'abord à titre de parlementaires, mais surtout en tant que représentants de l'Association parlementaire du Commonwealth, qui possède une valeur particulière à nos yeux. Soyez donc assurés de la chaleur et de la sincérité de notre accueil. Nous espérons que vous pourrez voir un coin du Canada et en apprendre davantage sur nous.

Ce matin, on m'a demandé de dire quelques mots sur le Commonwealth et la sécurité internationale. Dans le monde d'après-guerre, la sécurité planétaire est devenue une affaire de plus en plus complexe. L'affrontement dans un qui-vive plus ou moins statique de deux grandes armées est dépassé. La bipolarité et l'équilibre de la terreur fondé sur la crainte profonde d'un bref holocauste nucléaire planétaire a cédé la place, dans une ère de détente et d'interdépendance, à une situation mondiale beaucoup plus complexe et subtile, une situation où règne peut-être davantage de sécurité dans les relations entre superpuissances, mais où planent de graves problèmes internationaux d'une plus grande diversité. La dissémination nucléaire, la fabrication incessante d'armements encore plus terribles et l'apparition d'un grand nombre de conflits isolés mettent toujours au défi nos talents de diplomate et menacent notre bien-être, voire notre survie à tous. Les différends qui restent sans solution au Moyen-Orient et en Afrique australe sont des amorces qui risquent de déclencher un conflit international où le danger d'une escalade est toujours présent. S'il contribue à les faire disparaître, le Commonwealth sera en mesure de renforcer la sécurité internationale.

Du même coup, la sécurité ne peut plus se concevoir exclusivement en termes militaires. La sécurité économique, vue sous les rapports de l'accès aux matières premières et aux sources d'énergie et de la répartition de la richesse mondiale, de même que l'effort forcené des pays moins développés pour atteindre un niveau de vie raisonnable sont devenus les questions du jour.

Pour des raisons trop bien connues pour les énumérer ici, le Commonwealth, rassemblement de nations souveraines, occupe une place unique dans le monde. Certes, le fait d'y appartenir confère des avantages certains, mais cela impose aussi des obligations. C'est ce dont je veux vous entretenir ce matin. C'est en contribuant efficacement au progrès politique, social et économique ainsi qu'à la compréhension mutuelle que le Commonwealth peut nous faire avancer vers un monde plus stable et plus sûr.

Quiconque passe en revue l'histoire du Commonwealth ne peut manquer d'être impressionné par sa faculté d'adaptation tout au long de son évolution depuis l'empire colonial jusqu'à l'association libre des Etats d'aujourd'hui. Cette évolution est apparue clairement au sommet de Londres, en juin dernier, lorsque 33 chefs de gouvernement ou leur représentant se sont réunis pour affronter certaines des questions les plus urgentes touchant la sécurité de notre monde. Cet aréopage de dirigeants représentait près d'un milliard d'habitants de tous les coins du globe. A cet égard, le Commonwealth est un reflet de notre monde et, comme tel, il ne peut fermer les yeux sur l'éventail des questions internationales qui pressent aujourd'hui.

Quatre thèmes ont dominé le sommet de Londres: (1) la libération de l'Afrique australe, (2) la restructuration des rapports économiques mondiaux ou le Nouvel ordre économique international comme on l'appelle, (3) un engagement plus positif du Commonwealth auprès de la communauté mondiale et, en corrolaire, (4) un autre engagement clair de trouver les solutions qui favoriseront le progrès économique et social de ses membres.

Les problèmes de l'Afrique australe sont étroitement liés entre eux. En Afrique du Sud, la révoltante doctrine de l'apartheid continue d'offenser la conscience du monde. Jusqu'à ce que ce tort soit redressé - et que la justice et l'égalité règnent, comme il se doit - nous devons lutter pour son élimination autant parce que c'est juste que parce que les conflits qu'il engendre sont néfastes pour d'autres régions.

Nous ne connaissons tous que trop bien la situation en Rhodésie où un régime minoritaire soutenu par l'Afrique du Sud semble déterminé à garder le pouvoir ou à ruiner le pays. Aucun d'entre nous ne peut sanctionner l'obstination du régime Smith en Rhodésie et son refus de transmettre le pouvoir à la majorité. Plus cette situation dure, moins il y a de chances que n'intervienne un règlement pacifique et négocié et plus l'éventualité d'une escalade de la violence se rapproche. Par

des pressions et des négociations continues, nous devons chercher une solution pacifique. Le Canada, quant à lui, continuera de soutenir les efforts de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pour obtenir un règlement pacifique et durable.

Le régime Smith est lourdement tributaire du soutien étranger. La Commission des sanctions du Commonwealth, créée pour surveiller l'application des sanctions décrétées par l'ONU, a signalé des "infractions massives" qui permettent au régime Smith de tenir. Nous espérons que tous les Etats prendront les mesures appropriées pour respecter la décision des Nations Unies sur les sanctions à l'endroit de la Rhodésie.

Le problème de la Rhodésie impose un fardeau appréciable aux pays du Commonwealth de la première ligne comme le Botswana et la Zambie, ainsi que sur le Mozambique. Je pense ici au nombre considérable de réfugiés, aux contraintes économiques sévères causées par la fermeture de lignes ferroviaires d'importance cruciale et aux affrontements militaires. Le Commonwealth a apporté une contribution directe et nécessaire à l'aide multilatérale par l'intermédiaire du Programme spécial du Commonwealth pour le peuple du Zimbabwe et le Fonds du Commonwealth pour le Mozambique.

En Namibie, le Canada et les autres membres occidentaux du Conseil de sécurité tentent toujours, grâce à des discussions avec les parties intéressées, de faciliter une solution qui mette un terme à la présence illégale de l'Afrique du Sud dans ce pays. Le Commonwealth reconnaît le droit de tout le peuple de la Namibie de participer à sa prise en main et de réaliser son indépendance. D'importants problèmes obstruent encore cette voie, mais nous espérons que nos efforts ininterrompus seront fructueux dans un avenir assez rapproché. Entretemps, le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique accorde de l'aide au peuple de la Namibie.

Ces problèmes africains dépassent le cadre du Commonwealth, mais celui-ci a contribué dans la mesure de ses moyens à les régler et, partant, à améliorer l'atmosphère internationale et la sécurité. J'invite chacun d'entre vous à encourager davantage le Parlement et les nations que vous représentez à appuyer les initiatives du Commonwealth que je viens de mentionner.

Par ailleurs, la rencontre de Londres des chefs de gouvernement a aussi discuté de ce que l'on appelle le dialogue Nord-Sud et de la restructuration des rapports économiques internationaux. Disons-le crûment, il s'agit des riches et des pauvres, de la pauvreté et de l'inégalité, bref, de la sécurité économique. A cet égard, le Commonwealth est davantage qu'un reflet du reste du monde. Quatre-vingt-neuf p. 100 de la population du Commonwealth vient de pays en développement et ceux-ci représentent

44 p. 100 de la population du monde en développement dans sa totalité. Quatre-vingts p. 100 des indigents de la planète, dont le revenu annuel est inférieur à 200 dollars - la pauvreté absolue survient - il n'y a pas d'autre mot - au sein du Commonwealth. A l'évidence, nous tous des pays développés, du Commonwealth et d'ailleurs, devons être prêts à faire notre devoir pour renverser la tendance à la disparité économique dans le monde. A moins de passer rapidement des débats vigoureux aux mesures concrètes, l'insécurité économique risque de devenir perpétuelle et la violence, les affrontements et les conflits inévitables.

Nous avons les ressources pour ce faire; il faut maintenant les rassembler avec efficacité. Mettre la multitude à l'abri de la privation et du désespoir oppressants, tel est le but pour lequel nous devons oeuvrer ensemble si nous ne voulons pas mettre en danger la sécurité de tous.

Chacun de nous doit reconnaître l'importance de pousser de façon constructive le dialogue entre pays développés et en développement. Cette réalité a servi de point de départ aux discussions de Londres sur les questions soulevées par la situation économique mondiale. Il va sans dire que ce dialogue n'est qu'un pas dans ce qui est une très longue marche, mais il compte beaucoup et nous pouvons en tirer une certaine satisfaction.

En toute sincérité, nous pouvons affirmer que grâce aux contacts officiels et autres et grâce aux travaux du groupe MacIntyre, la contribution du Commonwealth à ce dialogue a été positive.

Des mesures concrètes ont été prises depuis la rencontre des chefs de gouvernement en Jamaïque en 1975: le Cinquième Fonds de reconstitution de plus de 8 milliards de dollars et l'objectif réussi d'un milliard de dollars pour la création du Fonds international de développement agricole. Dans d'autres secteurs, un train de réformes du Fonds monétaire international a été approuvé en Jamaïque l'année dernière et leur application est en passe d'être réalisée. La poursuite des consultations sur l'énergie entre pays industrialisés, en développement et de l'OPEP devrait approfondir, à notre avantage mutuel, notre compréhension de la façon de collaborer.

Tout récemment, la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI) a convenu de mesures positives pour favoriser le développement économique: un programme spécial d'action destiné à aider les pays en développement les plus pauvres - avalisation d'une réserve d'urgence de céréales - et accord sur l'opportunité d'un fonds commun propre à stabiliser le prix des matières premières. Dans chaque cas, il s'agit de mesures précises dans la bonne direction. Je pourrais aussi mentionner l'apport du Canada à ce programme spécial d'action, c'est-à-dire notre radiation des prêts d'aide au développement aux pays les moins développés, ce qui couvre des prêts de plus de 160 millions accordés aux pays du Commonwealth en Asie et en Afrique.

Actuellement, les ministres des Finances du Commonwealth sont en réunion à la Barbade où ils examinent un certain nombre d'aspects financiers cruciaux de la sécurité économique. Le rapport du Groupe d'experts du Commonwealth intitulé "Vers un nouvel ordre économique international", a été reçu par les chefs de gouvernement à Londres comme une contribution marquée à la compréhension des questions Nord-Sud. Les ministres des Finances cherchent maintenant la meilleure façon d'y donner suite. Les rencontres ordinaires des ministres des Finances du Commonwealth sont une bonne occasion d'échanger des vues en toute franchise et en toute liberté sur plusieurs aspects du dialogue Nord-Sud.

La semaine prochaine, dans le cadre plus large des Nations Unies, j'exposerai mes idées et mes inquiétudes quant à l'efficacité du système de l'ONU et notamment quant à l'avenir du dialogue Nord-Sud après la CCEI. C'est à la mise en oeuvre rapide et totale des accords de la CCEI sur l'aide au développement, les mesures spéciales, un fonds commun, les économies et la diversification de l'énergie qu'il faut maintenant procéder. Dans les secteurs de l'endettement des pays en développement et du pouvoir d'achat des matières premières et des ressources énergétiques, où des désaccords ont été enregistrés à la CCEI, on devra redoubler d'efforts dans les mois qui viennent si l'on tient à réaliser une identité de vues sur la manière de les aborder.

De toute évidence, nous n'en sommes qu'au prélude d'un long processus. Il s'en trouvera pour dénoncer la lenteur et la timidité des réalisations et pour prôner des transformations radicales de la structure du commerce international et du régime monétaire ainsi que davantage de transferts de ressources. Allons rapidement mais sûrement. Il nous est impossible de renforcer l'économie mondiale si nos propres économies ne sont pas saines. Il faut lutter chez nous contre l'inflation, le chômage et la pénurie des ressources, problèmes généraux, pour pouvoir aider l'étranger.

Il faut se garder des exigences extrémistes des pays en développement tout comme des réactions rétrogrades des pays développés si nous voulons réaliser nos objectifs. Je crois au juste milieu. Et c'est à nous, parlementaires, qu'il revient de le trouver. A long terme, nous serons assurés de la prospérité et de la sécurité économique seulement si nous veillons à ce que le monde en développement s'achemine lui-même vers la prospérité.

Passant maintenant à l'engagement renouvelé du Commonwealth auprès de la communauté mondiale, j'aimerais souligner brièvement les avantages dont bénéficie notre association. Nous

avons des institutions et une langue communes, ce qui simplifie les communications entre nous et suppose une coopération qui transcende les limites du Commonwealth. Comme je l'ai déjà dit, l'Association a joué un rôle utile en Afrique et dans le domaine de la coopération économique internationale. Nos délégations nationales ont coopéré efficacement dans diverses enceintes internationales comme la Conférence sur le droit de la mer, et nous nous réjouissons à la pensée de poursuivre la consultation et la collaboration dans l'avenir.

Au Canada, c'est avec plaisir que nous avons été témoins du resserrement des liens entre le Secrétariat du Commonwealth et l'Agence de coopération culturelle et technique. Comme vous le voyez, nous attachons du prix aux deux organisations parce qu'elles expriment notre double identité sur la scène internationale.

J'aimerais aussi saisir cette occasion pour parler du rôle important que jouent dans les affaires du Commonwealth un grand nombre d'organisations non gouvernementales, qui vont de la Fondation du Commonwealth jusqu'à notre association. Elles sont la base du Commonwealth. Elles encouragent le dialogue entre individus dans un esprit de respect réciproque qui crée une atmosphère d'interdépendance et de finalité commune. Rassemblant des gens à tous les niveaux, elles apportent des avantages mutuels à l'ensemble de la communauté. Elles sont multidimensionnelles, innovatrices, souples et servent d'appoint aux entreprises gouvernementales. Parce qu'elles donnent un visage humain au Commonwealth, elles méritent notre soutien et notre encouragement.

J'aborde maintenant un sujet d'intérêt capital pour le Commonwealth: les droits de la personne. Nous tous du Commonwealth partageons le patrimoine de la démocratie parlementaire britannique et de la règle de droit. C'est un principe fondamental qu'il nous faut tous respecter. Malheureusement, il n'a pas toujours régné, et, à l'occasion, la liberté politique a cédé la place à l'arbitraire ou à l'opportunisme politique. Mais nous devons rejeter ces options au profit de la règle du droit impartial. Nous, parlementaires, assumons une lourde responsabilité envers ceux que nous représentons. Nous devons veiller à ce que ce principe inspire le plus grand respect. Qu'un seul individu perde arbitrairement sa liberté, et c'est celle de tous qui est menacée.

Le Commonwealth doit défendre les droits civils et politiques de la personne. Rappelons que c'est notre rejet inconditionnel de l'apartheid qui a conduit au retrait de l'Afrique du Sud du Commonwealth il y a de nombreuses années.

Il va dans dire que notre communauté se compose de nations égales et que nous avons une longue tradition de non-ingérence dans nos affaires nationales. Cependant, nous ne pouvons pas nous retrancher derrière ce principe lorsque l'oppression apparaît de manière criante chez l'un de nos membres. C'est pourquoi la situation qui règne actuellement en Ouganda est source de grave inquiétude. Les chefs de gouvernement du Commonwealth ont adopté une position non équivoque sur cette question à Londres; nous, parlementaires, ne pouvons faire moins.

Si la perfection est inaccessible, le Commonwealth doit à tout le moins donner l'exemple à la communauté mondiale. Et notre engagement doit être universel. Il nous est interdit d'exiger le respect de l'égalité et des droits fondamentaux dans une région ou dans un Etat, en Afrique australe par exemple, si nous n'en faisons pas autant et n'appliquons pas la même norme partout. Notre conscience ne peut faire de distinction géographique ou raciale, sous peine de miner ainsi le soutien de la population sur lequel nous, législateurs, pouvons compter lorsqu'il faut faire des déclarations sans équivoque.

Mais lorsque je parle des droits de la personne, je n'entends pas seulement les droits politiques et civils. Je pense aussi aux droits économiques et sociaux que nous devons respecter et pour lequel nous devons lutter: le droit à un logis convenable, à une alimentation suffisante, au travail. Si notre monde s'enlise dans l'inégalité et la pauvreté, si nous faisons la sourde oreille au dialogue qui, seul, peut nous faire progresser, il nous est interdit de croire à un mieux-être.

J'aimerais maintenant dire quelques mots du récent accord de Gleneagles, en vertu duquel nos gouvernements se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour dissuader nos ressortissants d'affronter en compétition des organismes sportifs, des équipes ou des athlètes venus d'Afrique du Sud ou de tout autre pays où l'organisation du sport se fait en fonction de la race, de la couleur ou de l'origine ethnique. J'estime que cette question a été abordée avec pragmatisme et jugement. D'ailleurs, il y a matière à se réjouir de la façon dont la déclaration du Commonwealth sur le sport a été appliquée par les membres de notre communauté. J'attends avec plaisir la venue des délégations de tous vos pays à l'occasion des jeux du Commonwealth qui auront lieu à Edmonton l'année prochaine. Il est important que notre jeunesse se rencontre en compétition amicale, car ce n'est que sur une base aussi solide que celle-là que l'avenir peut se bâtir.

Pour conclure, permettez-moi de vous souhaiter bonne chance dans vos délibérations. Je vous exhorte tous à relire la Déclaration des principes du Commonwealth adoptée lors de la réunion des chefs de gouvernement à Singapour en 1971. C'est un

document éloquent qui atteste les idéaux élevés et la vitalité du Commonwealth. Sa composition reflète notre monde et, à bien des égards, j'aimerais que le monde reflète le Commonwealth. La recherche de la sécurité planétaire est un processus permanent. Multiples sont les défis et les menaces à la sécurité. Haut les coeurs! Sachons regarder l'avenir avec optimisme et nous engager dans une finalité commune. Le Commonwealth est unique et, ensemble, nous saurons bâtir un monde plus sûr et plus juste.